Extraits d'un entretien de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères, avec Europe 1 le 26 août 2013, sur l'hypothèse de l'utilisation d'armes chimiques en Syrie, la situation politique en Egypte et le sort des otages français.

2013-08-26

Q - Vous êtes le bienvenu Laurent Fabius, bonjour.

R - Merci beaucoup.

Q - Merci d'être là. Est-ce que vous confirmez qu'en Syrie le moment de la réaction de force est imminent ?

R - La décision n'est pas encore prise. Ce qui paraît maintenant évident, avec toute une série de témoignages convergents, c'est ce que j'ai appelé «le massacre chimique». Ce qui paraît évident aussi c'est l'origine...

Q - Mais qu'est-ce qui fait vos certitudes et vos convictions ?

R - Toute une série de témoignages que nous avons et que d'autres partenaires à travers le monde ont. Ce qui est évident aussi c'est que ce massacre a pour origine le régime de Bachar Al-Assad. Alors, après, il faut proportionner les réactions, mesurer, agir à la fois avec détermination, avec sang-froid et c'est cela qui va être arbitré au cours des jours qui viennent.

Q - Mais ce n'est pas arbitré déjà ?

R - Pas encore.

Q - S'il y a une coalition, est-ce que la France fait partie de cette coalition anti-Bachar ?

R - Écoutez, le président de la République s'est exprimé, il a dit que c'était un acte inqualifiable, moi-même j'ai dit qu'il fallait une réponse forte, et à partir de cela nous allons déterminer ce qu'il faut faire.

Q - Mais est-ce qu'on peut se contenter de dire, c'est inacceptable, c'est intolérable, ce n'est pas le niveau, etc. ?

R - Clairement non.

Q - Alors qu'est-ce qu'on fait ? Est-ce qu'on passe à une autre phase, est-ce que l'option de caractère militaire a été choisie ?

R - Les options sont ouvertes, la seule option que je n'envisage pas c'est de ne rien faire.

Q - Ne rien faire, l'option militaire, il y a différents degrés ?

R - Oui.

Q - Et en ce moment, vous vous dites bien que s'il y a une décision elle n'est pas une décision américaine, mais ce serait une décision des alliés des États-Unis, d'une coalition.

R - Vous savez, nous parlons avec les uns et les autres. Le président de la République a eu le président Obama, moi-même j'ai eu John Kerry, nous avons eu nos collègues canadiens...

Q - D'accord, mais cela abouti à quoi ?

R - Vous le saurez dans les jours qui viennent.

Q - Donc, dans les jours qui viennent, est-ce que vous attendez d'abord que les enquêteurs de l'ONU, sur place, aient fait leurs enquêtes ?

R - Alors, les enquêteurs de l'ONU sont sur place aujourd'hui, normalement, dans des conditions très limitées, le problème c'est que leur présence est tardive puisque l'attaque a eu lieu il y a 5 jours maintenant, et qu'entre temps il y a eu des bombardements, et que du coup toute une série de signes peuvent disparaître, et d'autre part il faut bien comprendre que eux n'ont pas la mission de voir qui est à l'origine de l'attaque, donc c'est cela qui est préoccupant.

Q - Oui, c'est-à-dire que de toute façon votre conviction internationale est faite.

R - On va voir ce qui se passe...

Q - C'est Bachar et il faut lui répondre dans la semaine.

R - On va voir ce qui se passe sur le terrain, mais c'est vrai que la présence est tardive, qu'il avait été demandé que la présence soit immédiate, puisqu'ils étaient à quelques kilomètres, et que le régime a fait en sorte que cela ne soit pas possible.

Q - Bachar Al-Assad s'exprime ce matin, il juge les accusations de l'Occident insensées. Est-ce que vous avez la certitude que c'est lui ?

R - Personnellement oui.

Q - La France, est-ce qu'elle va, si elle est dans cette coalition, Laurent Fabius, déployer des moyens militaires, comme les États-Unis ?

R - Je n'irai pas plus loin dans la précision de mes réponses.

Q - Vous ne l'excluez pas ?

R - Il y a un massacre chimique qui est établi, il y a la responsabilité de monsieur Bachar Al-Assad, il faut une réaction, nous en sommes là.

Q - C'est-à-dire que cela ne restera pas sans réponse adaptée ?

R - Exact.

Q - Proportionnée ?

R - Exact.

Q - Proportionnée à des massacres, cela veut dire qu'il va se passer quelque chose ?

R - Exact.

Q - Est-ce que Bachar Al-Assad reste, avec lui, une solution politique possible, négociée... Ou est-ce qu'il faut le chasser du pouvoir une fois pour toute ?

R - Bachar Al-Assad est quelqu'un qui a agi de telle manière qu'il y ait 100.000 morts dans son propre pays, 1 million d'enfants qui ont été obligés de partir sur les routes, 2 millions, et même plus, de gens, qui sont réfugiés, des massacres et des difficultés partout dans la région, non. Mais en revanche, même si cela peut vous paraître très surprenant de dire cela aujourd'hui, il va falloir, il continue d'être nécessaire, de trouver une solution politique en Syrie.

Q - Oui, après. C'est-à-dire qu'il y a un devoir d'ingérence aujourd'hui pour protéger les populations civiles...

R - Il y a un devoir de réaction. Parce que, les armes chimiques, il faut bien voir ce que c'est, c'est quelque chose qui est interdit par l'ensemble des pays. La Russie, dont on parle, la Chine, l'Iran, ont eux-mêmes signé le traité d'interdiction, c'est l'horreur absolue. Les enfants qu'on voit comme cela, en apparence, dormir, ils dorment pour toujours, parce qu'on les a tués, et c'est monsieur Bachar Al-Assad, donc ce n'est pas possible.

Q - Dans ce cas-là il y a un devoir d'ingérence, d'intervention ?

R - Il y a le devoir de réagir.

Q - Et est-ce qu'on peut ignorer, ou contourner, le refus des Nations Unies d'intervenir ?

R - Ça c'est un problème très difficile, la légalité internationale est définie par les Nations unies, et en même temps, vous en parliez tout à l'heure sur votre radio, il y a des pays qui bloquent, là en l'occurrence on sait que la Chine et la Russie ont déjà bloqué, bloqueraient vraisemblablement, donc c'est un vrai problème qui est posé.

Q - Mais on peut contourner ?

R - Dans certaines circonstances, mais il faut faire très attention, bien sûr, parce que la légalité internationale cela existe.

Q - Jusqu'à quand la paralysie du Conseil de sécurité peut bloquer comme cela ? Est-ce que le droit de veto, comme disait Daniel Cohn-Bendit, peut un jour disparaître ou évoluer, parce que c'est finalement un droit de blocage ?

R - Oui, bien sûr, mais c'est très compliqué. Moralement, on est beaucoup à le souhaiter, mais c'est très compliqué, parce que dans le droit ce sont les membres du Conseil de sécurité qui eux-mêmes devraient décider qu'ils renoncent à leur pouvoir, il n'y a pas de précédent, mais en même temps la position de la France est de modifier la taille du Conseil de sécurité en y faisant entrer d'autres pays représentatifs, car, de ce point de vue-là, c'est vrai que c'est un équilibre de 1945. Là où je ne suis pas tout à fait d'accord, et même pas du tout d'accord avec monsieur Cohn-Bendit, qui s'exprimait avec sa flamme habituelle, c'est lorsqu'il a dit une formule nuancée, «la France est un nain politique», et en entendant cela je me demandais s'il allait discuter de cela avec les gens du Mali ...

Q - Il faut lui donner peut-être l'occasion, Laurent Fabius, il faut lui donner l'occasion d'aller parler peut-être avec le peuple syrien quand vous l'aurez aidé, peut-être, à se débarrasser de Bachar Al-Assad.

R - Oui, mais de toutes les manières, je ne veux pas insister sur M. Cohn-Bendit, il y a beaucoup de choses qu'il dit qui sont très intéressantes, mais je ne peux pas laisser dire que la France est un nain politique. La France, bien sûr, n'est pas la plus grande puissance du monde, mais c'est une puissance d'influence, qui a des capacités sur le plan politique et sur le plan militaire, et bien sûr qui doit aussi dire le droit.

Q - Vous avez dit que dans la semaine il pourrait se passer quelque chose, est-ce que ce sont des frappes qui iraient sur des bases militaires...

R - Non, mais j'ai répondu là-dessus, je n'irai pas plus loin Monsieur Elkabbach.

Q - Mais le scénario est prêt ?

R - Vous posez vos questions, vous avez raison de les poser, et moi je suis maître de mes réponses.

Q - L'Égypte. Pour l'Égypte l'Europe et la France recommandent une solution politique, donc des élections. Est-ce qu'il peut y avoir des élections sans libérer d'abord Mohamed Morsi ?

R - Nous souhaitons, bien sûr, qu'il y ait une libération des prisonniers politiques, mais il faut qu'il y ait des élections ouvertes, et - on peut réfléchir à ce qui s'est passé, nous nous sommes exprimés fortement - il y a deux leçons à en tirer. La première c'est que monsieur Morsi a été élu régulièrement, mais à partir du moment où il a voulu «islamiser» à marche forcée la société, et où c'est un échec économique total, la population s'est soulevée.

Q - Mais pour vous, Laurent Fabius...

R - Et maintenant il faut qu'on aille vers un processus civil, c'est clair.

Q - Pour vous en Égypte, qui a la légitimité aujourd'hui ? Morsi ou le général Sissi ?

R - C'est pour cela qu'il faut tenir des élections, parce que quand il y a conflit de légitimité, la seule manière de trancher ce sont les élections.

Q - Et Morsi peut être à nouveau candidat ?

R - Écoutez, là il faut d'abord qu'on ait des élections législatives, il faudrait qu'elles soient ouvertes, inclusives comme on dit.

Q - Mais quand on dit en Égypte le pouvoir civil,... mais le pouvoir a toujours été militaire, Nasser, Sadate, Moubarak....

R - Non mais il n'y a pas que les frères musulmans, il y a une population, sur les 30 millions de gens qui étaient dans la rue, ce sont des citoyens égyptiens, et ils protestaient contre les frères musulmans.

Q - Laurent Fabius, en Égypte vivent 6.200 Français, que décidez-vous pour eux ? Ils rentrent ou ils restent en Égypte ?

R - Si le calme qui a prévalu ces derniers jours, c'est un mot peut-être excessif, mais c'est vrai que les manifestations n'ont pas eu beaucoup d'ampleur, si le calme se maintient, évidemment ils rentrent et nous rouvrirons comme nous devons le faire, notamment les institutions...

Q - Cela veut dire que le lycée français du Caire, les écoles peuvent ouvrir si le climat reste fidèle ?

R - Si le climat reste fidèle, mais je vérifie cela tous les soirs.

Q - Avant de vous poser une question sur Israël et les Palestiniens, puisque vous êtes rentré à minuit de ce pays, chaque jour ici nous pensons évidemment à tous les otages et aux otages Didier Francois, Édouard Élias. Est-ce qu'il y a des preuves réelles qu'ils sont en vie ?

R - D'abord je voudrais dire vraiment mon amitié, mon soutien aux familles, aux amis, à Europe 1 bien sûr, moi j'ai choisi sur toutes ces questions si difficiles d'otages, d'être extrêmement discret et en même temps tous les services de l'État sont mobilisés, je vous le confirme...

Q - Il y a des preuves réelles qu'ils ont en vie ?

R - ... et j'ai toute raison de penser qu'ils sont en vie.

Q - C'est-à-dire qu'il y a eu un contact ?

R - Je ne vais pas plus loin.

Q - Est-ce qu'on sait qui les détient ?

R - Je ne vais pas plus loin.

Q - Est-ce que vous pensez qu'on les retrouvera bientôt ? Ici ? Ils reviendront parce qu'on les attend.

R - Je le crois parce que je l'espère.

(...)

Q - Israël, cela progresse avec les Palestiniens ?

R - Je trouvais beaucoup de scepticisme dans les opinions, à la fois palestiniennes et israéliennes, mais je trouve qu'à la fois M. Abbas, M. Netanyahu et M. Kerry ont beaucoup de courage et donc on les soutient parce qu'on est dans une situation paradoxale : alors que d'habitude c'est en Israël et en Palestine qu'il y a beaucoup de troubles, là c'est le contraire, mais il ne faut pas en tirer la leçon qu'il ne faut rien faire. Il faut aller vers la paix.

Q - Merci Laurent Fabius.

Laurent Fabius pardon, Daniel Cohn-Bendit est rentré, il vous a entendu sur cette petite discussion, un petit échange entre vous peut-être ?

R - Daniel Cohn-Bendit - Non mais moi je suis d'accord avec Laurent Fabius sur le Mali, mais c'était à la dimension disons,... politique, mais même au Mali, quand il s'agit après de stabiliser, le problème de la France c'était que l'Europe n'a pas suivi, que les Allemands aient été, ils n'ont pas joué et tout cela, cela ce n'est pas le problème de la France, mais

qu'aujourd'hui la France ne peut réaliser des projets, même comme le Mali que s'il y a l'Europe, que c'est dans l'Europe.

R - Laurent Fabius - Que s'il y a l'Europe et la communauté internationale, c'est tout à fait juste, ce qui fait qu'aujourd'hui la formation comme vous le savez, la formation de l'armée est assurée par l'Europe de l'armée syrienne et la stabilisation du Mali est assurée par les troubles...

Q - Est-ce que le Mali pour toi c'est un succès ?

R - Daniel Cohn-Bendit - Le Mali, tu te souviens, mais moi j'ai défendu l'intervention au Parlement européen, j'ai défendu l'opération française, ce n'est pas mon problème.

Q - Voilà, le débat qui vit sur Europe 1...

R - Merci beaucoup.

Q - Monsieur Fabius, vous évoquiez le sort de Didier François et de Édouard Élias, les deux journalistes d'Europe 1 enlevés le 6 juin en Syrie, je voudrais me permettre au nom de la rédaction et de tous les collaborateurs d'Europe de leur dédier cette première matinale nouvelle formule, voilà c'est fait, on pense à eux quotidiennement ici.

Merci à tous.

Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 27 août 2013

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/188842-extraits-dun-entretien-de-m-laurent-fabius-ministre-des-affaires-etra